

Cote du document: EB 2018/123/R.9
Point de l'ordre du jour: 5 a) ii)
Date: 11 avril 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de l'Ouganda pour le Projet national d'appui à la production d'huile de palme

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Les modifications surlignées en jaune ont été apportées à l'issue de la réunion technique tenue le 13 mars, afin de rendre compte des débats avec les États membres.

Un additif au présent document sera publié prochainement pour fournir des informations supplémentaires sur les mesures demandées par les États membres.

Responsables:

Questions techniques:

Alessandro Marini
Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +256 312 320 202
courriel: a.marini@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale de
l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session
Rome, 16-17 avril 2018

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte des opérations du FIDA en Ouganda	iii
Résumé du financement	v
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/effets directs	4
III. Exécution du projet	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	7
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	7
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	8
E. Supervision	9
IV. Coût, financement et avantages du projet	9
A. Coût du projet	9
B. Financement du projet	10
C. Résumé des avantages et analyse économique	11
D. Durabilité	12
E. Identification et atténuation des risques	12
V. Considérations d'ordre institutionnel	13
A. Respect des politiques du FIDA	13
B. Alignement et harmonisation	14
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	14
D. Participation à l'élaboration des politiques	15
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VII. Recommandation	15

Appendices

- I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)
- II. Logical framework (Cadre logique)

Sigles et acronymes

4P	Partenariat public-privé-producteurs
EIES	Évaluation de l'impact environnemental et social
NOPP	Projet national d'appui à la production d'huile de palme
PESEC	Procédure d'évaluation sociale, environnementale et sociale
PTBA	Plan de travail et de budget annuel
S-E	Suivi-évaluation
TREI	Taux de rentabilité économique interne
UGP	Unité de gestion du projet

Carte des opérations du FIDA en Ouganda

Ouganda

Projet national d'appui à la production d'huile de palme - NOPP

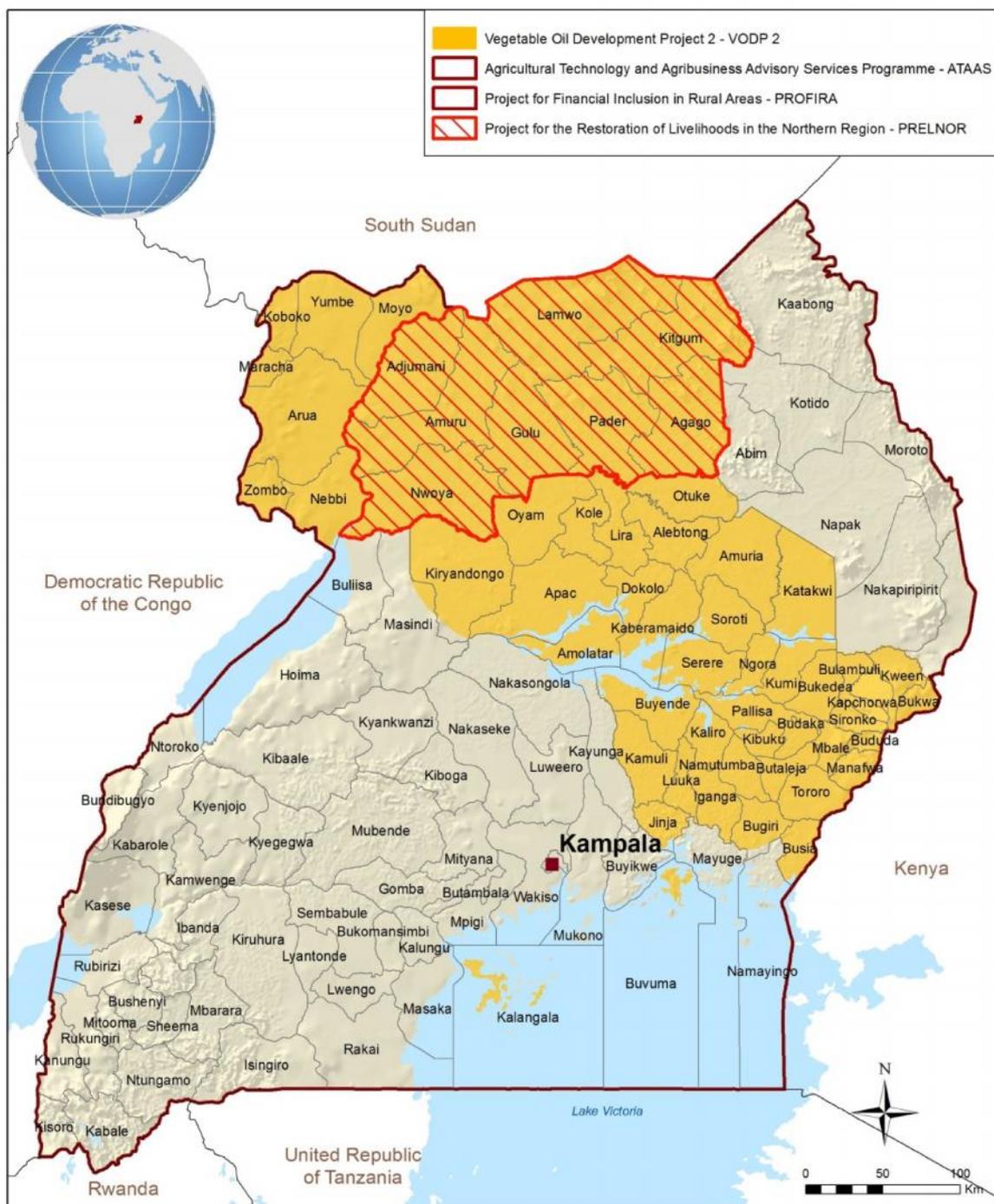
Rapport de conception



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 28-06-2017

Ouganda
Opérations en cours financées par le FIDA



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 27-10-2016

République de l'Ouganda

Projet national d'appui à la production d'huile de palme

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Gouvernement de la République de l'Ouganda
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
Coût total du projet:	210,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	75,82 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	1,21 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinanceur(s):	Secteur privé (divers)
Montant du cofinancement:	Secteur privé: 90,6 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Investissement direct
Contribution de l'emprunteur:	25,6 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	17,2 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Ouganda pour le Projet national d'appui à la production d'huile de palme, telle qu'elle figure au paragraphe 55.

Proposition de prêt et don à la République de l'Ouganda pour le Projet national d'appui à la production d'huile de palme

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Développement économique et rural. Depuis deux décennies, l'Ouganda connaît une croissance économique forte et soutenue. Cette croissance a permis des avancées sociales et économiques considérables. Le pays a été l'un des plus rapides en Afrique subsaharienne à réduire la part de sa population vivant avec moins de 1,90 USD par jour – celle-ci est passée de 53% en 2006 à 35% en 2013.
2. Pauvreté. L'Ouganda a été classé 163^e sur 188 pays, en 2016, selon l'indice de développement humain. Environ 20% de la population vit sous le seuil national de pauvreté, tandis que 43% de la population est économiquement active mais vulnérable. Au total, 77% de la population vit dans les zones rurales, où les taux de pauvreté sont plus élevés et où la pauvreté est la plus concentrée.
3. Problématique femmes-hommes. L'Ouganda s'est classé 121^e sur 159 pays selon l'indice d'inégalités entre les sexes en 2016. En Ouganda, quatre femmes sur cinq travaillent dans l'agriculture et sont généralement davantage tributaires que les hommes du travail indépendant agricole en raison de leur manque de qualification, de la discrimination qui caractérise les marchés du travail formels et de la difficulté à concilier emploi et responsabilités familiales.
4. Jeunes. L'Ouganda possède l'une des populations les plus jeunes au monde, avec plus de 78% de moins de 30 ans, et l'un des taux de chômage chez les jeunes les plus élevés en Afrique subsaharienne. La majorité des jeunes n'étant pas qualifiés, le secteur informel est la principale source d'emplois, principalement dans le secteur agricole en milieu rural et dans le petit commerce et l'artisanat en milieu urbain.
5. Agriculture. Le secteur agricole reste le fer de lance de l'économie ougandaise – il représente plus de 20% du PIB et plus de 50% des recettes d'exportation. Les trois quarts environ des ménages agricoles vivent d'une agriculture de subsistance pluviale et à faible utilisation d'intrants, sur des exploitations de moins de 1,5 hectare en moyenne. Les rendements demeurent faibles pour la plupart des cultures vivrières et de rente. L'utilisation d'engrais figure parmi les plus faibles de la région. Les effets du changement climatique et de la gestion non durable des ressources naturelles sur la productivité agricole sont prépondérants, avec une variabilité climatique élevée.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Impacts des investissements en faveur de l'huile de palme. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme est justifié en partie par l'impact socioéconomique considérable obtenu par le Projet de développement de la production d'huile végétale et par le Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2. Avant le Projet de développement de la production

d'huile végétale, la principale activité économique dans le district de Kalangala – bien que déclinante – était la pêche, tandis que les cultures vivrières étaient principalement destinées à la subsistance ou aux marchés locaux. Le Projet de développement de la production d'huile végétale a directement bénéficié à plus de 1 800 ménages de petits cultivateurs de palmiers à huile, tandis que 3 000 personnes ont obtenu un emploi au sein de la plantation mère, des petites parcelles et de l'usine de transformation. En plus d'assurer un revenu net élevé aux petits exploitants, l'huile de palme leur apporte quelque chose d'essentiel: des rentrées d'argent mensuelles fiables et régulières.

7. En 2000, le district de Kalangala faisait partie des dix districts les plus pauvres du pays. Aujourd'hui, 97% des ménages de l'île de Bugala vivent dans des maisons dotées de matériaux de toiture permanents et 45% utilisent des toilettes sèches améliorées, pour une moyenne nationale de 69% et de 9% respectivement. Un pourcentage de 22% de la population de l'île a suivi un enseignement secondaire, contre 19% pour la moyenne nationale. L'île dispose désormais d'un service de ferry régulier, d'un réseau routier étendu, d'un système d'électricité solaire et d'un approvisionnement en eau propre. Les investissements privés ont permis de créer de nouvelles infrastructures de téléphonie mobile, des stations-service, des agences bancaires, des hôtels et des complexes touristiques. Le tourisme est en train de devenir une ressource importante pour l'île.
8. Possibilités de reproduction à plus grande échelle. L'expérience du district de Kalangala plaide largement en faveur de l'augmentation des investissements pour l'huile de palme, compte tenu: i) des conditions agro-écologiques favorables dans certaines régions du pays; ii) de la viabilité de la production d'huile de palme à petite échelle; iii) du modèle plantation mère/plantations satellites, qui fournit un cadre de partage des incitations et des risques; et iv) de l'attention systématique apportée aux garanties sociales et environnementales.
9. Dans le même temps, l'expansion des marchés nationaux et régionaux pour l'huile végétale ouvre manifestement de nouveaux débouchés, avec une demande en huiles alimentaires qui augmente rapidement. La production du pays ne permet de satisfaire que la moitié de la demande nationale. L'huile de palme brute destinée à être raffinée localement constitue l'essentiel des importations d'huiles végétales. La production nationale actuelle d'huile de palme brute compte pour moins de 10% de la capacité de raffinage installée. Ce pourcentage passera à 30% en conséquence des investissements du projet, ce qui aura donc avant tout un effet du point de vue de la substitution de produits importés.
10. La théorie du changement proposée par le projet. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme développera une filière verticalement intégrée en créant des liaisons étroites entre les petits cultivateurs de palmiers à huile et les premiers transformateurs, sur la base d'un partenariat public-privé-producteurs (4P) innovant qui a été développé dans le cadre du Projet de développement de la production d'huile végétale. Cela contribuera à réduire les risques commerciaux auxquels sont confrontés les petits planteurs et à garantir leur accès à des intrants de qualité, à un savoir-faire technique et à des crédits d'investissement. L'État fournira l'infrastructure publique nécessaire et apportera aux planteurs un soutien financier, technique et logistique. Le rôle principal du FIDA sera de jouer un rôle d'intermédiaire dans ce 4P et d'instaurer la confiance entre les partenaires.
11. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme veillera également à ce que les avantages découlant de la production d'huile de palme soient partagés par les communautés dans leur ensemble. Les membres de la communauté pourront ainsi saisir les opportunités économiques naissantes offertes par les activités agricoles et non agricoles. Le projet atténuera les effets potentiellement négatifs des investissements en faveur de l'huile de palme sur des domaines tels que la sécurité foncière, la sécurité alimentaire, la gestion de l'environnement et des ressources

naturelles, et les risques sociaux, notamment en ce qui concerne le VIH/SIDA. En diversifiant les sources de revenus et en améliorant les services, il contribuera à augmenter la résilience face aux changements climatiques des communautés situées dans les zones du projet.

12. **Avantage comparatif du FIDA.** L'avantage comparatif du FIDA au regard de cet investissement tient à ses 20 ans d'intervention dans le secteur, et plus particulièrement aux atouts suivants: i) expérience et savoirs accumulés concernant les investissements dans la production d'huile de palme en Ouganda et mine d'enseignements liés notamment à la durabilité environnementale et sociale; ii) capital de confiance établi avec le gouvernement et le partenaire du secteur privé; iii) nombreuses données factuelles relatives à l'impact qui ont été bien documentées par un certain nombre d'études; et iv) fait qu'aucun élément démontrant l'existence de problèmes majeurs en matière de durabilité environnementale et sociale ne soit apparu lors de l'exécution du projet à Kalangala.
13. **Alignement avec les stratégies de l'État et du FIDA** Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme est en totale adéquation avec les stratégies prioritaires de l'État ougandais. Le deuxième plan national de développement 2015/16-2019/20 identifie l'agriculture comme l'un des trois secteurs prioritaires en vue de "bâtir un pays à revenu intermédiaire moderne et prospère d'ici à 30 ans". Pour ce faire, le pays devra mettre l'accent sur la valeur ajoutée et les activités agroalimentaires; sur de solides partenariats public/privé; et sur une croissance portée par le secteur privé. Le Plan stratégique pour l'agriculture 2015/16-2019/20 appuie le deuxième plan national de développement, en vue de transformer l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale. L'huile de palme fait partie des quatre produits de base stratégiques.
14. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme concorde avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025: favoriser une transformation rurale durable et inclusive quant aux trois objectifs stratégiques et aux effets directs recherchés. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme englobe également chacun des trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays de l'Ouganda pour la période 2013-2018, notamment celui consistant à améliorer l'intégration aux marchés des petits producteurs.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

15. **Approche par pôles géographiques.** Le projet sera mis en œuvre dans un petit nombre de pôles géographiques, considérés comme adaptés du point de vue agroclimatique dans un rayon de 30 km autour d'une usine de transformation d'huile de palme brute, capable de traiter au minimum la production de 3 000 hectares de petites plantations de palmiers à huile. Les nouveaux pôles suivants ont été identifiés (voir carte): Buvuma, Mayuge et Masaka. Il reste encore à désigner un quatrième nouveau pôle à titre définitif. À Kalangala, le pôle où ont été faits des investissements dans le cadre du Projet de développement de la production d'huile végétale (Phases 1 et 2), le présent projet consolidera les investissements déjà réalisés à ce jour, mais n'étendra pas la zone de production d'huile de palme.
16. **Groupe cible.** Le projet aidera les ménages pauvres et vulnérables dans les communautés situées à l'intérieur de ces pôles. Un premier groupe cible sera formé de petits planteurs aspirants, la plupart d'entre eux possédant moins de deux hectares à consacrer aux palmiers à huile. Un deuxième groupe cible sera constitué des familles pauvres vivant dans les communautés où seront réalisés les investissements en faveur de l'huile de palme. Le projet aidera ce groupe à saisir les perspectives économiques naissantes et à gérer les risques sociaux. Bien d'autres personnes devraient bénéficier de perspectives d'emploi au sein des plantations de palmiers à huile. Enfin, les communautés au sein des pôles bénéficieront

indirectement des effets d'entraînement plus larges sur les plans économique et social.

17. Mécanismes de ciblage Les principaux mécanismes de ciblage consistent à :
 - i) définir une limite de 2 ha/ménage pour la zone répondant aux conditions de financement du projet; ii) promouvoir la participation des femmes et des jeunes; iii) promouvoir des perspectives économiques alternatives au sein des communautés productrices d'huile de palme; et iv) limiter les risques sociaux potentiels en accueillant les communautés.

B. Objectif de développement du projet

18. L'objectif global est la transformation rurale inclusive à travers les investissements en faveur de l'huile de palme.
19. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus ruraux grâce aux perspectives générées par la mise en place d'une industrie de l'huile de palme qui soit à la fois efficiente et conforme aux normes environnementales et sociales modernes.

C. Composantes/effets directs

20. Effets directs. L'objectif de développement sera atteint grâce à trois effets: la mise en place de filières d'approvisionnement durables pour les cultivateurs de palmiers à huile; la diversification des moyens de subsistance des ménages et le renforcement de leur résilience; la création d'un environnement favorisant la reproduction à plus grande échelle des investissements en faveur de l'huile de palme. Ces objectifs seront atteints par la réalisation de trois composantes d'investissement.
21. Composante 1: Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile. Cette composante favorisera la mise en place de filières d'approvisionnement durables entre les petits cultivateurs de palmiers à huile et les transformateurs privés.
 - Sous-composante 1.1: Développement de petites plantations de palmiers à huile. Dans les quatre pôles, environ 9 230 petits planteurs seront aidés grâce à des prêts de développement qui permettront de planter 12 000 hectares de palmiers à huile. Dans les districts de Mayuge, de Masaka et dans le pôle numéro 4, environ 20% des planteurs bénéficieront de 3 000 hectares de plantations supplémentaires, une mesure financée par des prêts commerciaux ou sur leurs propres ressources. Un plan de développement des pôles assurera la synchronisation des plantations au sein des blocs et des unités. Ce plan s'appuiera sur un certain nombre d'évaluations et d'activités, notamment: des études d'impact environnemental et social, une "évaluation rapide de la planification physique", et l'identification, la mobilisation et le recensement des cultivateurs de palmiers à huile. Dans chaque pôle, une équipe de démarrage sera mise en place au sein de l'unité de gestion du projet (UGP, voir ci-dessous) afin de mettre en œuvre le plan et de fournir des services techniques initiaux aux petits producteurs.
 - Sous-composante 1.2: Développement d'organisations de cultivateurs de palmiers à huile. Les services d'appui technique pour l'aménagement des plantations de palmiers à huile au sein des nouveaux pôles seront initialement assurés par l'équipe de démarrage du pôle. Une fois les plantations aménagées, l'équipe de démarrage transférera sa responsabilité à une équipe de services d'appui technique dédiée, chargée d'assurer les services de production nécessaires (technique, vulgarisation, logistique, etc.) aux planteurs. Des mécanismes seront mis en place afin d'assurer le recouvrement total a posteriori des coûts induits par les services fournis. Durant l'aménagement des plantations, le Projet national d'appui à la production d'huile de palme aidera les planteurs à former des organisations bien structurées au niveau des pôles. Celles-ci joueront un rôle essentiel dans la supervision des services d'appui technique et leur

appropriation graduelle. À terme, les services d'appui technique sont appelés à devenir des entités autofinancées, gérées par les organisations dans un cadre juridique et de gouvernance adapté. Une organisation non gouvernementale (ONG) internationale sera recrutée au titre d'un don du FIDA pour assurer des activités de renforcement des capacités concernant un vaste éventail de questions liées notamment à la gouvernance, aux aspects organisationnels et environnementaux et aux mesures et mécanismes de protection en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Un renforcement intensif des capacités des organisations paysannes sera assuré afin que ces organisations puissent mettre en œuvre et surveiller elles-mêmes les mécanismes de protection. L'ONG recrutée aura de l'expérience et une crédibilité reconnue dans le secteur de l'huile de palme (elle sera obligatoirement membre de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme ou sera accréditée auprès de cette entité).

- Sous-composante 1.3: Mise en place d'infrastructures d'appui. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme construira environ 300 km de pistes d'accès et 910 km de routes rurales, essentielles au développement du secteur de l'huile de palme. Il financera également la mise en place de services de ferry dans l'île de Buvuma et à Kalangala. La construction de routes et de débarcadères sera confiée à des prestataires sélectionnés.
 - Sous-composante 1.4: Investissements dans des plantations mères et des usines de transformation. Sur l'île de Buvuma, Bidco Uganda Ltd. (BUL)¹ mettra en place une plantation mère destinée à la production d'huile de palme d'une surface d'environ 5 000 ha, ainsi qu'une usine de transformation de l'huile de palme brute. Dans tous les autres pôles, un partenaire privé mettra en place une usine de transformation de l'huile de palme brute après l'aménagement de 3 000 hectares de petites plantations de palmiers à huile. Dans l'accord-cadre conclu avec le Gouvernement de l'Ouganda pour le développement d'un secteur industriel de production d'huile de palme, BUL a pris des engagements fermes à cet égard.
22. Composante 2: Diversification des moyens de subsistance et résilience. Cette composante vise à diversifier les moyens de subsistance et à augmenter la résilience des ménages au sein des communautés de cultivateurs de palmiers à huile.
- Sous-composante 2.1: Perspectives économique alternatives. Un appui sera fourni afin de développer les exploitations agricoles et les élevages ainsi que les microentreprises non agricoles. Les activités consisteront: à améliorer la prestation de services de vulgarisation; à appuyer la mise en place de fermes-écoles; à améliorer l'accès des petits producteurs à des intrants de qualité; à fournir des services d'incubation d'entreprise; et à améliorer l'accès aux services financiers. Cette sous-composante cible tout particulièrement les ménages non producteurs d'huile de palme, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les ménages pauvres.
 - Sous-composante 2.2: Limitation des risques sociaux. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme aidera les ménages et les communautés à gérer efficacement les risques sociaux pouvant résulter du développement économique rapide. Ces risques pourraient être: des vulnérabilités au sein des ménages, des comportements sexuels à haut risque, une pression sur les systèmes fonciers et la fragmentation sociale. Un dispositif de mentorat des ménages sera employé pour permettre aux membres des ménages d'évaluer par eux-mêmes et conjointement les défis auxquels ils seront confrontés, et d'identifier les actions requises. Pour évaluer les risques inhérents à l'accès aux terres et à la sécurité foncière, le Projet national d'appui à la production d'huile de

¹ Une société privée qui est enregistrée en Ouganda dans le secteur de la transformation et de la distribution d'huiles végétales et de savons et dont les principaux actionnaires sont Bidco Africa Ltd. et Wilmar International Limited.

palme favorisera la planification participative de l'utilisation des terres; appuiera la résolution des litiges fonciers locaux en fournissant un service de conseil juridique et d'enregistrement des droits fonciers; et promouvra l'éducation civique et la sensibilisation du public.

23. Composante 3: Cadre de développement du secteur de l'huile de palme. Cette composante aidera l'État à établir des conditions propices à une reproduction à plus grande échelle durable et au développement à long terme du secteur de l'huile de palme.
- Sous-composante 3.1: Appui politique et institutionnel au développement national du secteur de l'huile de palme. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme appuiera le développement d'une politique nationale et d'une stratégie d'investissement assortie d'une loi en la matière afin de promouvoir et de réguler ce secteur. Cette politique devrait proposer un cadre national et institutionnel pour le développement, la réglementation et l'administration du secteur. Une évaluation environnementale stratégique sectorielle analysera l'impact cumulé de la reproduction à plus grande échelle du développement de la production d'huile de palme au niveau national.
 - Sous-composante 3.2: Renforcement des capacités nationales en matière de recherche sur l'huile de palme. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme promouvra la gestion systématique des savoirs techniques existants; renforcera la recherche sur l'huile de palme en mettant en place un programme dédié sous l'égide de l'Organisation nationale de recherche agricole; et renforcera la capacité de nombreux acteurs clés – chercheurs, personnel de terrain, planteurs et conférenciers/étudiants – via des formations et des visites internationales.
24. Composante 4: Gestion de projet, suivi-évaluation (S-E) et gestion des savoirs. Cette composante appuiera le recrutement de personnel et les opérations en lien avec la gestion du projet (voir section III).

III. Exécution du projet

A. Approche

25. L'approche du projet présente un certain nombre d'éléments clés:
- Modèle de production d'huile de palme axée sur les petits exploitants. Si le modèle plantation mère/plantations satellites sera reproduit dans le district de Buvuma, le Projet national d'appui à la production d'huile de palme promouvra globalement une production d'huile de palme axée sur les petits exploitants et augmentera la surface nationale totale allouée aux petits planteurs, qui passera de 40% actuellement à environ 65%.
 - Pôles et calendrier d'exécution. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme investira dans des pôles commercialement viables et adaptés du point de vue agroécologique. Il sera essentiel de synchroniser la mise en place de l'usine de transformation avec l'aménagement des plantations. Dans tous les pôles, au moins 3 000 hectares seront plantés sur deux ans afin d'inciter les investisseurs privés à installer des usines de transformation.
 - Institutions liées aux organisations de producteurs d'huile de palme. Un cadre institutionnel durable pour le secteur de l'huile de palme au niveau local sera mis en place: en assurant la prestation de services d'appui technique dès l'aménagement des plantations tout en aidant les producteurs d'huile de palme à créer leurs propres organisations, pour, à terme, s'approprier ces services d'appui technique.

- **Transparence.** Le prix des régimes de noix fraîches sera calculé chaque mois au moyen d'une formule agréée permettant de lier ce prix au cours international de l'huile de palme brute. Un comité des prix composé de représentants de toutes les principales parties prenantes du secteur (le Gouvernement, l'investisseur privé et les planteurs) se réunira chaque mois pour superviser et approuver le calcul du prix mensuel des régimes de noix fraîches. L'utilisation de cette formule est reconnue comme étant la meilleure pratique s'agissant de mettre en place un mécanisme juste et transparent de détermination du prix à proposer aux petits planteurs (voir le cadre et les stratégies élaborés en 2011 par le Groupe de la Banque mondiale concernant les interventions dans le secteur de l'huile de palme).
- **Inclusion sociale.** Différentes mesures veilleront à ce que les ressources atteignent les ménages pauvres et économiquement actifs mais hautement vulnérables. Le projet étendra les avantages économiques aux communautés locales prises dans leur ensemble, tout en limitant les risques sociaux inhérents à la production d'huile de palme en leur sein.
- **Durabilité environnementale.** Dans un secteur où des préoccupations majeures et justifiées ont été exprimées à l'échelle mondiale au sujet de la durabilité environnementale, le recours à des normes environnementales avancées s'avère essentiel. Le projet intègre les meilleures pratiques mondiales, conformément aux principes et critères établis par la Table ronde sur la production durable d'huile de palme – une approche à laquelle adhèrent pleinement les partenaires du secteur privé, l'État et le FIDA. En outre, la conception du projet a tenu compte du cadre et des stratégies élaborés en 2011 par le Groupe de la Banque mondiale concernant les interventions dans le secteur de l'huile de palme.

B. Cadre organisationnel

26. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche sera le principal organisme d'exécution et travaillera en coordination avec d'autres organismes étatiques en vue d'assurer une exécution efficace et harmonieuse.
27. Comité de pilotage du projet. Un comité de pilotage du projet multiagences, dirigé par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, se réunira deux fois par an pour formuler des directives stratégiques sur le projet et évaluer les plans de travail et budgets annuels (PTBA) et la progression globale de l'exécution.
28. Unité de gestion du projet. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche mettra en place une UGP chargée de planifier et de superviser l'exécution du projet, la gestion financière, la passation des marchés, le S-E et la gestion des savoirs. L'UGP sera dirigée par un responsable de projet rattaché au Secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Elle sera structurée en quatre unités (opérations; suivi-évaluation et apprentissage; finances et administration; passation et exécution des marchés publics), chacune dirigée par un responsable.
29. L'exécution sera assurée par plusieurs institutions et prestataires de service, notamment: des équipes de démarrage au niveau des pôles; les administrations au niveau des districts; des partenaires du secteur privé; des organisations de cultivateurs de palmiers à huile; et des prestataires de service ayant fait l'objet d'un recrutement (entreprises privées, ONG et consultants individuels).

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

30. L'unité de suivi-évaluation et d'apprentissage sera chargée de la préparation du PTBA, du suivi des progrès, du S-E, de l'établissement de rapports, de la gestion des savoirs et de la communication.

31. Planification. La planification et la budgétisation dans le cadre du Projet national d'appui à la production d'huile de palme seront intégrées au processus de budgétisation fondé sur la performance du gouvernement et s'appuieront sur le PTBA, qui constituera la clé de voûte du projet.
32. Suivi-évaluation axé sur les résultats. Le système de S-E sera fondé sur le cadre logique et associé au cadre de S-E du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, tout en satisfaisant aux directives du FIDA. Cela permettra à l'UGP de suivre la performance de l'exécution et de la gestion financière et d'ajuster sa stratégie en conséquence. Ce système sera conçu pour évoluer vers un système de S-E visant l'ensemble du secteur de l'huile de palme. Il s'appuiera sur les principaux éléments constitutifs suivants: le suivi de l'exécution au niveau des produits et des effets directs; l'évaluation de référence, à mi-parcours et l'évaluation d'impact à l'achèvement; un examen à mi-parcours; un rapport d'achèvement de projet et des études thématiques.
33. Gestion des savoirs et communication. La gestion des savoirs s'appuiera largement sur les produits du S-E et servira: à apporter une expérience opérationnelle aux processus d'élaboration des politiques à l'échelle nationale; à analyser l'expérience d'exécution et les enseignements tirés; et à consigner les meilleures pratiques et les réussites du projet. La gestion des savoirs s'inscrit dans une stratégie de communication volontariste et ciblée visant: à susciter et à développer la sensibilisation autour du Projet national d'appui à la production d'huile de palme; à démontrer que les investissements en matière d'huile de palme améliorent l'existence des petits planteurs et de leur communauté; et à faire évoluer la perception des investissements en faveur de l'huile de palme en Ouganda.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

34. Gestion financière. L'unité finances et administration au sein de l'UGP sera chargée: de préparer le budget et de soumettre celui-ci en vue d'être intégré au budget national; de décaisser les fonds; de gérer les demandes de retrait; de consolider les rapports financiers; et de faciliter les audits du projet. Le risque fiduciaire initial du projet a été jugé élevé, **notamment en raison du risque inhérent de pays qui est considéré comme important.** Le risque fiduciaire initial devrait être ramené à moyen, voire faible, une fois que les mesures d'atténuation auront été appliquées, **si l'on en croit l'expérience d'un projet analogue actuellement classé dans la catégorie à faible risque, dont on adoptera les procédures.** Le système national de gestion financière intégrée est doté de solides fonctions de contrôle dédiées à la séparation des tâches et au suivi des paiements et du budget. Le projet utilisera ce système en conjonction avec un logiciel comptable en vue d'améliorer l'information financière, qui sera établie conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, selon les principes de la comptabilité de caisse appliqués au sein de l'UGP.
35. Flux de fonds. Les fonds transiteront par un compte de dépôt ouvert à la Banque de l'Ouganda. Les organisations de petits planteurs de chaque pôle utiliseront des comptes bancaires spécifiques au projet, ouverts auprès de banques commerciales dignes de confiance. L'UGP se verra déléguer tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer des paiements, en vue de raccourcir le cycle de traitement des paiements.
36. Audit et gouvernance. Les audits internes seront effectués soit par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, soit par un prestataire de services qualifié indépendant. Les audits externes seront réalisés par le Vérificateur général, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un cabinet désigné, sur la base d'un mandat dûment approuvé par le FIDA, conformément aux Normes internationales d'audit. Les remboursements de prêts au titre du fonds fiduciaire feront l'objet d'un audit et les chiffres seront inclus dans les rapports financiers globaux du projet. La politique anticorruption du FIDA et les mécanismes de communication de l'information seront

détaillés dans le manuel d'exécution du projet et lors des ateliers de démarrage, et dûment communiqués au personnel et aux exécutants.

37. Passation des marchés. L'unité de l'UGP chargée de la passation et de l'exécution des marchés publics sera responsable de la planification et de l'exécution des passations de marchés, de la soumission des demandes de non-objection au FIDA et de l'appui à la gestion des contrats, qui sera confiée à des responsables techniques compétents au sein de l'UGP. Le FIDA a aussi estimé que la loi ougandaise sur les marchés publics et l'utilisation des biens publics fournissait un cadre adapté. Un comité de passation des marchés spécifique au Projet national d'appui à la production d'huile de palme sera constitué pour faciliter les processus liés au projet.

E. Supervision

38. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme sera supervisé conjointement par l'État ougandais et par le FIDA dans le cadre de missions régulières de supervision et d'appui à l'exécution. Le Bureau de pays du FIDA fournira un appui continu. La supervision axée sur les résultats permettra d'apporter un appui technique au Projet national d'appui à la production d'huile de palme, d'en évaluer conjointement les résultats et les enseignements, et de réfléchir aux moyens d'en améliorer l'exécution et l'impact.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

39. Le coût total du Projet national d'appui à la production d'huile de palme, droits et taxes inclus, est estimé à 210,4 millions d'USD, comprenant les coûts de base (207,0 millions d'USD) et les aléas financiers et matériels (3,4 millions d'USD). Les dépenses récurrentes représentent 5,5% des coûts totaux et 12,4% de la contribution totale du FIDA (prêts et dons).

Tableau 1
Coût du projet par composante et source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Reproduction à plus grande échelle du développement des petites plantations de palmiers à huile	51 741	28,4	1 210	0,7	90 622	49,7	17 213	9,4	21 614	11,8	182 400
2. Diversification des moyens de subsistance et résilience	11 075	88,8							1 393	11,2	12 468
3. Cadre de développement du secteur de l'huile de palme	3 051	81,4							696	18,6	3 747
4. Gestion du projet, S-E et gestion des savoirs	9 953	84,1							1 877	15,9	11 830
Total	75 820	36,0	1 210	0,6	90 622	43,1	17 213	8,2	25 580	12,2	210 445

B. Financement du projet

40. Environ 75,8 millions d'USD (36% des coûts du projet) seront financés par un prêt du FIDA et 1,2 million d'USD (0,6%) par un don du FIDA². La contribution de l'État est estimée à 25,6 millions d'USD (12,2%) en droits et taxes et comprend également le réinvestissement des remboursements au titre des prêts de développement. Les investissements directs des partenaires du secteur privé sont estimés à 90,6 millions d'USD (43,1%). Les bénéficiaires financeront un montant total de 17,2 millions d'USD (8,2%), comprenant le cofinancement de leurs plantations (en s'appuyant à la fois sur leurs propres ressources et sur des prêts commerciaux) et le paiement des prestations exécutées par les services d'appui technique.

² Spécifiquement alloué au recrutement de l'ONG internationale chargée du renforcement des capacités et du suivi des dispositifs de protection et des pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité, au niveau des petits producteurs.

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Dépenses d'investissement											
a) Crédit et fonds de garantie	23 751	45,1					15 088	28,6	13 831	26,3	52 670
b) Travaux	7 894	77,3					484	4,7	1 839	18	10 217
c) Biens, services et intrants	32 706	77,9	1 210	2,9			1 241	3,0	6 854	16,3	42 011
d) Véhicules	2 045	61,6							1 275	38,4	3 320
e) Aménagement de la plantation mère et usine de transformation					90 622	100					90 622
Total dépenses d'investissement	66 396	33,4	1 210	0,6	90 622	45,6	16 813	8,5	23 799	12,0	198 840
2. Dépenses récurrentes											
a) Salaires et indemnités	6 973	91,4							658	8,6	7 631
b) Dépenses de fonctionnement	2 451	61,7					400	10,1	1 123	28,3	3 974
Total dépenses récurrentes	9 424	81,2					400	3,4	1 781	15,3	11 605
Total	75 820	36,0	1 210	0,6	90 622	43,1	17 213	8,2	25 580	12,2	210 445

C. Résumé des avantages et analyse économique

41. Bénéficiaires directs. Les ménages pauvres et vulnérables bénéficieront directement de la hausse des revenus provenant de la production d'huile de palme et des activités économiques alternatives (agricoles et non agricoles) ainsi que de la réduction des risques sociaux. On estime à 30 800 le nombre des ménages qui bénéficieront directement des interventions du projet (tableau 3).

Tableau 3
Résumé des bénéficiaires directs du Projet national d'appui à la production d'huile de palme

Pôle	Petits cultivateurs de palmiers à huile (ménages)	Perspectives économiques alternatives	Réduction des risques sociaux	Total des ménages bénéficiaires ^a	Total des bénéficiaires
Kalangala	1 810 ^b	3 892	1 482	5 215	26 075
Buvuma	1 923	4 135	1 560	5 526	27 630
Mayuge	2 692	5 788	1 851	7 404	37 019
Masaka	2 308	4 962	1 587	6 346	31 731
Pôle 4	2 308	4 962	1 587	6 346	31 731
Total	11 041	23 738	8 066	30 837	154 186

^a Le "Total des ménages bénéficiaires" n'est pas la somme des trois groupes d'activités, dans la mesure où un nombre important de ménages participera à plus d'une activité, ce qui crée des chevauchements du point de vue du nombre des bénéficiaires.

^b Cultivant déjà des palmiers à huile.

42. Avantages financiers. Les investissements du projet généreront des rendements nets supplémentaires considérables, tant pour les cultivateurs de palmiers à huile que pour les autres ménages participant aux activités génératrices de revenus et à l'intensification de la production agricole. Les revenus nets des planteurs après financement sont estimés à plus de 1 000 USD/an à compter de l'échéance

complète. L'accroissement des revenus nets annuels devrait osciller entre 300 et 1 200 USD pour les microentreprises et entre 100 et 200 USD pour l'intensification agricole.

43. Analyse économique. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du projet d'investissement est estimé à 14,3%, pour une valeur économique actuelle nette de 28 millions d'USD à un taux d'actualisation économique de 10%. L'analyse de sensibilité indique que le TREI est plutôt solide, dans la mesure où il reste supérieur à 12% dans la plupart des scénarios, à l'exception d'une baisse de 20% affectant simultanément les rendements et les prix.

D. Durabilité

44. La durabilité des résultats du projet est inscrite dans la nature même de la relation 4P. Le ou les partenaire(s) du secteur privé ont tout intérêt à faire en sorte que la production des petits planteurs soit soutenue et lucrative afin que les usines de transformation puissent tourner à plein régime. Pour les petits planteurs, les partenaire du secteur privé offrent un débouché sûr et fiable pour leur production, synonyme de revenu mensuel régulier. Le rôle de l'État sera: de faciliter les relations commerciales existantes, d'assurer un cadre politique et institutionnel favorable et de fournir les biens et services publics nécessaires (à savoir l'infrastructure).

E. Identification et atténuation des risques

45. Les autres risques, accompagnés des mesures d'atténuation connexes, sont les suivants:
- Risques environnementaux. Le secteur de l'huile de palme présente un profil de risque relativement élevé en matière d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, de perte d'habitat et de réduction de la biodiversité, et de contamination des eaux de surface. Néanmoins, l'expérience tirée de la deuxième phase du Projet de développement de la production d'huile végétale indique que les investissements en faveur de l'huile de palme, s'ils sont réalisés convenablement, peuvent en réalité lutter contre la dégradation de l'environnement et contribuer au développement durable. Un certain nombre de mesures d'atténuation ont été prises pendant la phase de conception et d'autres mesures sont envisagées durant l'exécution, dans le cadre d'un système global de suivi et de gestion environnementale et sociale (voir section V.A.). Le principal partenaire du secteur privé est fermement engagé en faveur de la protection de l'environnement.
 - Insécurité foncière. Il existe deux types de risques en matière de sécurité foncière. Le premier concerne le processus d'acquisition des terres et de compensation relatif à la plantation mère. Le processus d'acquisition des terres a été examiné durant la conception du Projet national d'appui à la production d'huile de palme et a été jugé conforme, dans l'ensemble, aux meilleures pratiques internationales et aux principes de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (voir section V.A.). Le second risque est lié à la pression exercée sur les régimes fonciers dans un contexte d'augmentation de la valeur des terres. Ce risque sera atténué grâce aux activités de la sous-composante 2.2.
 - Risque d'atteinte à la réputation. Les investissements agricoles de grande ampleur sont perçus de manière généralement négative en Afrique en raison du risque d'accaparement des terres, et il en va de même du développement de l'huile de palme, en raison de l'impact environnemental qu'a pu avoir cette culture dans d'autres régions du monde. Cela peut attirer une mauvaise publicité, même lorsque les risques sous-jacents réels sont correctement atténués. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme atténuera le risque d'atteinte à la réputation au moyen d'une approche volontariste en matière de communication et de gestion des savoirs (voir section III.C.). À cet égard, l'expérience de la deuxième phase du Projet de développement de la production d'huile végétale a

été positive et aucun problème majeur n'est apparu jusqu'ici. On peut l'expliquer, d'une part, par la limitation adéquate des risques sociaux et environnementaux sous-jacents et, d'autre part, par la gestion performante des quelques cas observés jusqu'à ce jour, grâce à une coordination entre la Division de la communication du FIDA, le bureau de pays du FIDA et les pouvoirs publics.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

46. Le projet respecte les politiques pertinentes du FIDA. Le respect des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) revêtira une importance particulière, dans la mesure où le Projet national d'appui à la production d'huile de palme a été classé dans la catégorie environnementale et sociale A.

47. Les éléments ci-après composent les mécanismes de protection environnementale et sociale du projet:

- Normes et procédures. Dans ce domaine, les références sont les PESEC du FIDA, lesquelles supposent le respect des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts et du principe de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. En outre, le projet est explicitement cohérent avec les meilleures pratiques internationales dans le secteur de la production d'huile de palme, qui sont reprises dans les principes et critères établis par la Table ronde sur la production durable d'huile de palme. Ces principes et critères mentionnent spécifiquement les conventions de l'Organisation internationale du travail concernant le travail forcé, la protection des enfants et la protection des petits exploitants agricoles et des fermiers. Dans l'accord de financement, des clauses du prêt se réfèrent explicitement aux normes susmentionnées. Le non-respect par le Gouvernement de l'une quelconque de ces clauses peut entraîner la suspension et, le cas échéant, l'annulation du prêt du FIDA.
- Évaluation des risques et conception des mesures d'atténuation. Outre l'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) de grande qualité menée pour Buvuma, un certain nombre d'études complémentaires ont été réalisées par des experts indépendants au stade de la conception, à savoir: un audit environnemental et social du projet d'investissement en cours à Kalangala; une analyse des lacunes relative à l'EIES concernant Buvuma; et une évaluation du processus d'acquisition des terres et de compensation à Buvuma. Les principales conclusions de l'EIES sont les suivantes: i) toutes les incidences positives attendues revêtent une importance majeure après la prise de mesures d'amélioration; ii) les incidences négatives potentielles après atténuation sont plutôt modérées; et iii) dans un scénario de non-exécution du projet, des incidences négatives importantes sont toutefois prévisibles. L'EIES comporte un plan détaillé de gestion environnementale et sociale dont les recommandations ont été intégrées dans la conception du projet. Une étude sur les zones à haute valeur de conservation a été réalisée à Buvuma et est en passe d'être achevée à l'issue d'un examen par les pairs. Il est convenu que les zones dont la conservation revêt un intérêt particulier qui ont été déterminées dans le cadre de ces études ne seront pas plantées en palmiers à huile. Le processus d'acquisition de terres et de compensation à Buvuma (le seul qui soit prévu au titre du projet) a été jugé conforme aux procédures du FIDA (PESEC) et aux meilleures pratiques internationales en la matière. Des EIES analogues (et des études complémentaires, notamment sur les zones à haute valeur de conservation) seront menées pour les autres pôles. Des clauses particulières ont été insérées dans l'accord de financement pour faire en sorte que les investissements effectués dans chaque pôle soient précédés par la conduite de l'EIES correspondante puis la divulgation de cette dernière et son approbation, notamment par le Conseil d'administration du FIDA.

- Exécution, suivi et mise en place de mécanismes de protection. Le FIDA surveillera étroitement le respect des normes et procédures convenues. L'unité du FIDA chargée des PESEC et d'autres membres du personnel technique compétents participeront aux activités de supervision et d'appui à l'exécution régulièrement menées par le Fonds. En outre, des audits environnementaux et sociaux indépendants seront réalisés chaque année. Il est envisagé de mettre en place des mécanismes de doléance et de recours aux niveaux local et national (dans le cadre d'un plan de participation des parties prenantes) et au niveau mondial (dans le cadre du mécanisme de recours du FIDA). Enfin, les acteurs clés bénéficieront d'un appui afin de renforcer leurs capacités et de pouvoir veiller à la mise en œuvre des mécanismes de protection comme il convient:

Le partenaire du secteur privé (BUL) est très soucieux de la durabilité environnementale et sociale: l'un de ses principaux actionnaires (Wilmar International Limited) est membre de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme. Wilmar a également adopté une politique bannissant explicitement la déforestation, l'extraction de tourbe et l'exploitation, dont les engagements vont même au-delà de cette Table ronde. La performance de BUL concernant les questions environnementales et sociales et la gouvernance fait l'objet d'un suivi régulier par une organisation indépendante dont les rapports confidentiels sont communiqués tout aussi régulièrement au bureau de pays du FIDA.

Du côté des petits producteurs, le projet investira au titre d'un don du FIDA dans le renforcement des capacités de suivi environnemental et social. Les activités de renforcement des capacités seront assurées par une ONG internationale expérimentée, membre de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme ou accréditée auprès de cette entité.

Un spécialiste de l'environnement, de la santé et de la sécurité sera recruté au niveau de l'UGP et sera essentiellement chargé d'assurer une surveillance pour faire en sorte que les bonnes pratiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité soient appliquées dans les investissements relatifs à l'huile de palme réalisés dans le cadre du Projet national d'appui à la production d'huile de palme.

Les autorités locales et centrales seront renforcées pour être en mesure de garantir l'application du cadre de réglementation national.

B. Alignement et harmonisation

48. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme est en totale adéquation avec le cadre stratégique global de l'État (voir section I.B.). Les modalités d'exécution sont intégrées et bénéfiques au cadre institutionnel national et concordent avec les systèmes nationaux de gestion financière et de passation des marchés (voir section III.D.). L'harmonisation avec d'autres partenaires de développement s'effectue sous l'égide du principal organisme d'exécution (le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche) par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le secteur de l'agriculture et du Groupe des partenaires de développement agricole, que le FIDA présidera en 2018.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Reproduction à plus grande échelle. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme est un projet 4P de grande ampleur s'appuyant sur l'investissement pilote couronné de succès dans le district de Kalangala. À ce titre, il constitue un exemple de reproduction à plus grande échelle obtenue par une extension de la portée géographique, par un élargissement de la relation 4P et par la mise en place

de conditions politiques et institutionnelles favorables à une expansion future du secteur. La superficie concernée par la production d'huile de palme sera multipliée par près de quatre à l'échelle nationale. Une transformation des économies locales sera à l'œuvre dans les zones situées autour des pôles. L'État disposera d'un modèle opérationnel 4P à reproduire dans d'autres régions du pays (sur le plan géographique et des produits de base) et d'un cadre politique à même d'encourager de nouveaux investissements dans le secteur de l'huile de palme.

50. Innovation. Le Projet national d'appui à la production d'huile de palme introduira également des innovations importantes afin d'augmenter l'impact des investissements en faveur de l'huile de palme sur la réduction de la pauvreté rurale. En premier lieu, le modèle plantation mère/plantations satellites évoluera progressivement vers un modèle mieux adapté aux conditions du pays, en mettant davantage l'accent sur les petits producteurs, tout en orientant les investissements du secteur privé vers l'aspect relatif à la transformation. Ensuite, après évaluation des perspectives et des risques économiques inhérents aux investissements en matière d'huile de palme, on s'efforcera d'assurer la participation des ménages ne cultivant pas de palmiers à huile, à l'appui du développement inclusif des communautés productrices d'huile de palme.

D. Participation à l'élaboration des politiques

51. Reconnaissant l'importance de l'aspect politique, le Projet national d'appui à la production d'huile de palme dispose d'une composante spécifique visant à aider l'État à établir un cadre politique et institutionnel propice au développement d'un secteur de l'huile de palme à la fois moderne, écologiquement durable et socialement responsable. Le rôle du FIDA n'est pas de plaider en faveur de résultats politiques précis, mais plutôt d'aider l'État à orienter le processus d'élaboration des politiques et de faciliter le dialogue entre les parties prenantes au niveau national sur les principales questions de politique. Pour ce faire, le FIDA s'appuiera sur les enseignements tirés du Projet de développement de la production d'huile végétale, sur la dynamique impulsée dans le secteur de l'huile de palme et sur la réputation acquise par le Fonds en tant qu'intermédiaire pour l'établissement de partenariats entre les principaux acteurs du secteur.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

52. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
53. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

55. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de soixante-quinze millions huit cent vingt mille dollars des États-Unis (75 820 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un don d'un montant équivalant à un million deux cent dix mille dollars des États-Unis (1 210 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE AUSSI: qu'aucun investissement concernant le développement de la production d'huile de palme dans un pôle donné ne peut être effectué avant qu'une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) des activités concernées n'ait été communiquée au Conseil d'administration du FIDA et rendue publique pendant une période de 120 jours et qu'aucune objection n'ait été soulevée par un membre du Conseil durant cette période. Si un membre du Conseil d'administration soulève une objection au sujet de l'EIES, un document sur la question sera distribué pour approbation à la session suivante du Conseil d'administration et l'investissement ne sera pas autorisé à moins que le Conseil d'administration n'accorde son approbation. Cette restriction ne s'appliquera pas aux dépenses relatives aux activités préparatoires associées aux investissements susmentionnés, notamment mais pas seulement, la réalisation des EIES.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Negotiated financing agreement

Loan No: _____

Grant No: _____

Project Title: National Oil Palm Project ("NOPP" or "The Project")

The Republic of Uganda (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a Loan and a Grant from the Fund to partially finance the Project.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a loan ("the Loan") and a grant ("the Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is seventy-five million eight hundred and twenty thousand United States dollars (USD 75 820 000).

B. The amount of the Grant is one million two hundred and ten thousand United States dollars (USD 1 210 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st of July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15th February and 15th of August.

6. The arrangements through which the proceeds of the Financing shall be channelled to the Borrower/Recipient, as well as the arrangements for any other operational bank accounts shall be detailed in the Letter to the Borrower/Recipient (LTB), including for the accounts at the level of the participating districts and farmers' organisations. Any changes to the above arrangements, including the use of the Treasury Single Account (TSA), will be agreed between the Borrower/Recipient and the Fund and reflected in amendments to the LTB.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in an amount approximately equivalent to twenty five million five hundred and eighty thousand United States dollars (USD 25 580 000). This amount will cater for duties and taxes, financing of oil palm development loans (through re-application of the loan reflows) and part of water transport infrastructure.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries (MAAIF).

2. The following are designated as additional Project Parties: the National Agricultural Research Organization (NARO) and participating District Local Governments.

3. The Project Completion Date shall be the tenth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Project Manager and the Finance and Administration Manager within the Project Management Unit (PMU) shall have been appointed with terms of reference and qualification acceptable to the Fund;
- (b) The Holding Account or any other banking arrangements, acceptable to the Fund, to channel the proceeds of the financing shall have been established.

2. The following is designated as additional specific condition precedent to withdrawal:

- (a) No funds will be disbursed for investment in a given hub under category A of Schedule 2 before the Borrower/Recipient has secured a firm commitment from an investor/partner, acceptable to the Fund, for the establishment of a crude palm oil mill within such hub with the required capacity to process the expected production from smallholders from this hub. For all other categories, a maximum cumulative expenditure of USD 500 000 per hub will be eligible before the above condition is met.

- (b) No withdrawal shall be made for investment in a given hub under categories A and B of Schedule 2 unless the Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) for such activity has been disclosed to IFAD's Executive Board and the public for a period of 120 days and no objection to such ESIA has been submitted by a member of the Executive Board within that period; or, in the event that an objection has been raised, until the Executive Board has decided to permit the investment in spite of the objection. For all other categories of Schedule 2 a maximum cumulative expenditure of USD 750,000 per hub will be eligible before the above condition is met.

3. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement in accordance with Section 12.01(a)(xxvi) of the General Conditions:

- (a) Key staff have been appointed, transferred or moved from the PMU without the non-objection of the Fund.
- (b) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the non-objection of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (c) A Project Contracts Committee as outlined under schedule 1 section II of this Agreement and acceptable to the Fund, has not been established within six (6) months from the date of entry into force of this Agreement.

4. In accordance with section 13.01 of Article XIII of the General Conditions this Agreement shall enter into force subject to the reception by the Fund of a legal opinion issued by the Attorney General or any other legal authority authorized by the Borrower/Recipient to issue such a legal opinion.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance, Planning and
Economic Development
The Permanent Secretary/Secretary to the Treasury
P O Box 8147
Kampala, Uganda

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF UGANDA

Authorized Representative
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Geographic area. The Project will invest in a limited number of oil palm investment hubs, defined as agro-climatically suitable areas within a radius of approximately 30 km around a crude palm oil (CPO) mill, in which at least 3,000 ha of oil palm production can be assured. Three hubs have been identified: Buvuma Island, Mayuge, Masaka/Rakai. In agreement with the Fund, a fourth hub will be identified during Project implementation. In Kalangala, the Project will consolidate the investments undertaken under Vegetable Oil Development Project, Phase 2 (VODP2) and support oil palm communities with activities complementary to oil palm investment, but will not expand the area under oil palm production.

2. Target population. The Project will mainly support poor and vulnerable households in the communities located within the identified hubs. A first target group will be prospective oil palm growers. A second group will be poor families in communities where oil palm investment will take place, who will be assisted to respond to the increased economic opportunities and manage the social risks. More people are expected to benefit from employment opportunities in oil palm plantations. Finally, the communities within the hubs will indirectly benefit from the broader spill-over economic and social benefits.

3. Goal. The goal of the Project is inclusive rural transformation through oil palm investment.

4. Objective. The development objective is to sustainably increase rural incomes through opportunities generated by the establishment of an efficient oil palm industry that complies with modern environmental and social standards.

5. Components. The Project shall consist of the following components:

5.1 Component 1. Scaling-up Smallholder Oil Palm Development

5.1.1 Sub-Component 1.1. Development of smallholder oil palm plantations. Smallholder growers will be supported with development loans to establish 12,000 hectares of oil palm for a maximum of 2 ha per household. An additional 3,000 hectares are expected to be developed by commercial farmers through loans from financial institutions and/or through their own resources, supported by the project through Technical Assistance.

5.1.2 Sub-Component 1.2. Development of oil palm growers organizations. Oil palm growers (OPG) will be supported to form well-structured organizations in each hub. At the same time, the Project will establish capacity for the provision of the required Technical Support Services (TSS) to the oil palm growers. Eventually the TSSs are expected to become self-financing entities, owned by the OPG organizations under a governance/legal framework to be defined.

5.1.3 Sub-Component 1.3. Establishment of support infrastructures. About 1,200 km of roads critical for oil palm development will be constructed or rehabilitated; and necessary ferry services in Buvuma and Kalangala will be established.

5.1.4 Sub-Component 1.4. Investment in Nucleus Estate and Mills. On Buvuma Island, the private sector partner "Bidco" will establish a nucleus estate for oil palm production of approximately 5,000 ha and a CPO mill. In all other hubs, an investor/partner will establish a CPO mill after at least 3,000 ha of smallholder oil palm have been planted.

5.2 Component 2. Livelihoods Diversification and Resilience

5.2.1 Sub-Component 2.1. Alternative economic opportunities. Support will be provided primarily, although not exclusively, to households that are not oil palm growers to develop agricultural and off-farm enterprises to seize the opportunities generated in the local economy by oil palm investment. Particular emphasis will be given to participation by women, youth, and other vulnerable persons.

5.2.2 Sub-Component 2.2. Mitigation of social risks. Households and communities will be assisted to effectively manage the social risks that might result from the rapid economic development generated by oil palm investment, including intra-household vulnerabilities, high-risk sexual behaviour, pressure on land tenure systems and social fragmentation.

5.3 Component 3. Oil Palm Sector Development Framework

5.3.1 Sub-Component 3.1. Policy and institutional support for national oil palm sector development. Establishment of a conducive policy and strategic framework to promote and regulate the sector will be supported.

5.3.2 Sub-Component 3.2. Strengthening of national capacity for oil palm research. Systematic management of the existing technical knowledge and strengthening of oil palm research at national level through NARO.

5.4 Component 4. Project Management, Monitoring and Evaluation and Knowledge Management. Support for the staffing and operations related to Project management.

II. Implementation Arrangements

A Organisation and Management

6. Lead Project Agency (LPA). The LPA shall be the MAAIF.

7. Project Steering Committee (PSC).

7.1 Establishment and composition. A PSC will be established and chaired by MAAIF. The PSC membership will include representatives from agencies and organisations that are actively engaged in the development of the oil palm sector. The PSC will meet twice a year.

7.2 Responsibilities. PSC shall provide overall strategic guidance and oversight on project activities, ensure coordination between the different government agencies, and review both the Annual Work Plans and Budgets (AWPB) and overall implementation progress.

8. Project Management Unit (PMU).

8.1. Establishment and composition. A PMU shall be established within MAAIF. The key PMU staff shall include: a Project Manager, heading the PMU and directly reporting to the PS MAAIF; and four unit managers heading the respective units within the PMU: Operations; M&E and Learning; Finance and Administration; and Procurement and Disposal. PMU staff shall be appointed by MAAIF subject to prior approval by the Fund. Individual staff members shall be selected from the PMU of the VODP2, if an objective assessment of the candidate's performance, acceptable to the Fund, confirms their suitability for the PMU position. Where no suitable candidate is identified, recruitment shall be carried out through an open competitive process.

8.2 Responsibilities The PMU shall handle all project management and administrative aspects and shall be responsible for planning and reporting; financial management; procurement; monitoring; and knowledge management.

9. Contracts Committee. A Project Contracts Committee with fully delegated powers from MAAIF, acceptable to the Fund, shall be established with required authority within 6 months from entry into force of this agreement. The Borrower/Recipient shall ensure the continuing operation of the Project Contracts Committee all along the Project implementation period.

B Monitoring & Evaluation (M&E)

10. The M&E system for the Project will be based on the Logical Framework and will be designed to allow for interlinkages with the MAAIF M&E system. The M&E system will serve to enable the PMU to monitor its physical and financial performance and to adjust its strategy accordingly, particularly through the AWPB process.

C Mid-Term Review (MTR)

11. The Fund and the Borrower/Recipient, in close collaboration with other stakeholders, shall jointly carry out a MTR of the Project implementation based on terms and reference prepared by the LPA and approved by the Fund. Among other things, the MTR shall consider the achievement of the Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints.

D Project Implementation Manual (PIM)

12. Preparation. The LPA shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund. The PIM shall include inter alia: (i) institutional coordination and day-to-day execution of the Project; (ii) Project budgeting, disbursement, financial management, procurement, monitoring and evaluation, reporting and related procedures; (iii) description of implementation arrangements for each Project component; and (iv) such other administrative, financial, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project.

13. Approval and Adoption. The LPA shall forward the draft PIM to the Fund for no objection. The LPA shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund. The Borrower shall carry out the Project in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived, the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD LOAN Amount Allocated (expressed in USD)	IFAD GRANT Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage Net of taxes
A. Credit and Guarantee Funds	21 380 000		100%
B. Works	7 100 000		100%
C. Goods, Services and Inputs	31 280 000	1 210 000	100%
D. Operating costs	8 480 000		100%
E. Unallocated	7 580 000		100%
TOTAL	75 820 000	1 210 000	

(c) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) The amounts of the Financing are net of any Third Party Private Contribution, Beneficiary contribution and Government contribution.
- (ii) Credit and Guarantee funds, includes financing for development of smallholder oil palm plantations.
- (iii) Goods, Services and Inputs, includes: vehicles (including ferries and water barges), equipment, materials, consultancies, contracts for service provision, training and workshops.
- (iv) Operating Costs, includes: staff remuneration and other operating costs.
- (v) Unallocated Funds: funds that can be reallocated to any of the other categories upon request from the Borrower/Recipient, subject to the Fund's approval. The funds will cater for unforeseen/contingency costs that will arise during project implementation such as price and physical cost variations.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of five hundred thousand United States dollars USD 500 000.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Environmental and social sustainability. The Borrower/Recipient shall ensure that the production of palm oil will be in line with international best practice on environmental and social sustainability, as reflected in the Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) Principles and Criteria as may be amended from time to time.

2. Land tenure security. The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

3. Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP). The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

- Environmental and social safeguards. The Borrower/Recipient shall ensure that prior to carrying out any investment in oil palm development in a given hub, an Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) shall have been conducted on the Project's smallholder activities (including as appropriate a High Conservation Value/High Carbon Stock assessment as well as a Greenhouse Gas Emissions analysis) following the terms of reference approved by IFAD and the National Environmental Management Authority (NEMA) and that a compliance certificate shall have been issued by NEMA. In addition, the Borrower/Recipient shall ensure that all ESIA's for both public and private sector investments in any of the hubs shall be disclosed in draft form in the project area, and in a form and language understandable to project-affected parties and other stakeholders, for the purposes of keeping them informed and obtaining their meaningful feedback.
- Environmental and Social Management System (ESMS). The Borrower/Recipient shall ensure that an ESMS shall be established within 12 months from the date of entry into force of this Agreement to provide an appropriate framework for environmental and social risk management. As part of it, the Borrower shall ensure that annual environmental and social audits are carried out using independent experts.

4. Development loans. The Borrower/Recipient shall ensure that IFAD financing shall not be used to provide development loans to smallholders to develop plantations above a maximum of 2 ha/household. In the event that this threshold hinders the attainment of project objective and targets, the Fund and the Borrower/Recipient will review and adjust it accordingly.

5. Loan Reflows. The Borrower/Recipient shall ensure that repayments of development loans, including from VODP2, are re-cycled to finance further loans to smallholder oil palm growers (at least until the NOPP target of 12,000 ha of smallholder plantations is reached). Such reflows are to be ring-fenced within a mechanism, acceptable to the Fund, and included within the scope of the Project's external audit.

5. National Research on Oil Palm. Within twelve months from the date of entry into force of this Agreement, a Memorandum of Understanding (MoU) shall have been concluded with the NARO for the research work to be carried out for oil palm, including the commitment to eventually establish a dedicated national research programme for oil palm.

6. Planning, Monitoring and Evaluation. The Borrower/Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement, thereby allowing for the appropriate determination of the outcomes and impact of the Project components and (ii) a base line survey shall be undertaken in each hub within nine (9) months from the beginning of the investment.

7. Project accounting software. Within the 6 months of the the entry into force of this agreement, the LPA, shall have procured, installed and implemented a Project accounting software, acceptable to the Fund, capable of providing an audit trail that tracks expenditure by expense category, Project component and financier at all Project levels.

8. Internal audit. The LPA shall be responsible for the internal audit of the Project in accordance with appropriate terms of reference, including an obligation to provide at least a semi-annual internal report to be shared with the Fund.

9. Legal Agreements. The Borrower/Recipient shall ensure that the oil palm activities under component 1 shall be implemented in accordance with the following agreements:

- the Agreement entered into force between the Borrower/Recipient and the private sector company "Bidco", in April 2003, for the investments in the hubs where Bidco, or any of its subsidiaries, is the main private sector partner;
- the tri-partite Agreement entered into force amongst the Borrower/Recipient, Oil Palm Uganda Limited and the Registered Trustees of Kalangala Oil Palm Growers Trust, on 28 April 2006, laying out the roles and responsibilities of each party to the Agreement, for the investments in the hubs where such parties are relevant.

In addition the Borrower/Recipient shall undertake to cause, in consultation with IFAD, any relevant agreements with any other private sector companies or relevant organizations including representative of oil palm growers, as needed for the implementation of oil palm activities under this Project.

District accounting. The participating districts shall designate a part-time project specific accounts officer to facilitate the justification of advances by the Project.

Cadre logique

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions and Risks
	Name	Base-Line /a (2018/19)	Mid-Term (2022/23)	End Target (2027/28)	Source	Freq.	Resp.	
Goal: Inclusive rural transformation through oil palm investment /b	1. District poverty rates /c	X	X	X	UBOS poverty maps	Baseline, mid & end	UBOS	
Development Objective: Sustainably increase rural incomes through opportunities generated by the establishment of an efficient oil palm industry that complies with modern environmental and social standards	2. Household gross income /d	X	X	X	Progr surveys	Baseline mid & end	PMU	<ul style="list-style-type: none"> Peace and stability remain favourable for rural economic growth Socioeconomic infrastructure and services are attracted by oil palm-generated income GoU and private sector remain sensitive to inclusive and environmentally sustainable agric. Investment
	3. # of households receiving project services (*)	1,810	24,490	30,837	Progr. M&E	Annual	PMU	
Outcome 1: Sustainable supply chains for oil palm growers established	4. # of smallholder OP growers selling FFBs to processors	1,810 (37% W)	1,810 (37% W)	9,887 /e (30% W; 40% Y)	Progr. M&E	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> International prices remain high enough for industry viability. Trade with neighbouring countries remains open
Outputs: 1.1. Smallholder oil palm plantations developed.	5. Area (ha) planted by smallholder OP growers, financed by development loan and other sources	4,700	13,700 500 14,200	16,700 3,000 19,700	Progr. M&E	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> GoU/private sector honour commitments to invest /g Commercial farmers able to mobilize financing for expansion Self-standing smallholder model (no nucleus estate) proves viable Climate change does not negatively affect oil palm yields. A viable institutional model for sustainable provision of TSS is established. Farmers apply good agronomic practices. Proper operation and maintenance for transport infrastructure (roads and ferries) is ensured.
	1.2 Smallholder OP growers' organizations able to source cost-effective good quality technical support services (TSS)	6. % of TSS costs paid directly by OPGs /f	0	n.a.	100	Progr. M&E	Annual	
1.3 Support infrastructures established	7. Km of access and farm roads constructed/ rehabilitated (*)	410	1,370	1,580	Progr. M&E	Annual	PMU	
1.4 Complementary processing capacity by private sector installed	8. Total CPO milling capacity installed in Uganda (Mt/hr)	40	60	100	Private sector	Annual	PMU	

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions and Risks
	Name	Base-Line /a (2018/19)	Mid-Term (2022/23)	End Target (2027/28)	Source	Freq.	Resp.	
Outcome 2: Household livelihoods diversified and resilience increased.	9. # of households reporting an increase in food production or in income from a new income-generating activity (*) /h	0	8,910	15,310	Progr. surveys	Annual	PMU	
Outputs: 2.1 Households enabled to take up alternative economic opportunities.	10. # of persons trained in income-generating activities or production practices and/or technologies (*) /i	0	13,922 (50% W; 50% Y)	23,922 (50% W; 50% Y)	Progr. M&E	Annual	PMU	
2.2 Social risks mitigated.	11. # of households graduating from household methodologies programme	0	4,892	8,066	Progr. M&E	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> HIV/AIDS transmission risks can be mitigated
	12. # of persons, whose ownership or user rights over land has improved (*) /j	0	10,708	16,193	Progr. M&E	Annual	PMU	
Outcome 3: Enabling environment created for sustainable scaling-up of oil palm investment	13. Total value of private sector investment in oil palm sector (USD million)	150	195	240	Private sector	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> National policies remain conducive for private sector agricultural investment.
Outputs: 3.1 Policy and institutional arrangements for OP sector development established	14. # of policy, strategy and bill for oil palm development prepared and proposed to policy makers for approval (*)	0	2	3 /k	Progr. M&E	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> Oil palm bill approved as an Act of Parliament GOU gives necessary priority to investment in research capacity for oil palm
3.2 National OP research capacity strengthened	15. % Increase of FFB yields achieved on demonstration plots through improved agronomy practices	0	5%	10%	NARO	Annual	NARO	

Notes:

(*) Indicators from IFAD's Results and Impact Management System (RIMS) Framework, presented at the Executive Board in April 2017.

/a Baseline indicators for oil palm include achievements of VODP and VODP2 in Kalangala District

/b Rural transformation is defined as a process in which rising agricultural productivity, increasing marketable surpluses, expanded off-farm employment opportunities, better access to services and infrastructure, and capacity to influence policy, all lead to improved rural livelihoods and inclusive growth.

/c Depending on Uganda National Household Surveys (UNHS). Most recent disaggregated poverty rates available are from UNHS 2012/13. The UNHS 2015/16 is currently ongoing and will be used to populate baseline data. Mid-term and end-targets will be populated based on baseline data.

/d Baseline data will be collected through baseline survey. Mid-term and end-targets will be populated based on baseline data.

/e At full development in 2028/89, a total 11,041 are expected to sell their FFBs to the processors.

/f This indicator is organization-specific. Baseline for KOPGT is 62%. End-target for all OPGs' organizations is 100%.

/g For the private sector, in Buvuma the key commitment is to establish the nucleus estate and CPO mill; in other areas the commitment is to establish a CPO mill to service a minimum 3,000 ha production cluster.

/h Assuming overlapping of 20% among persons trained in IGAs and agricultural technologies and 80% 'success rate' among households supported.

/i No discounting for overlapping among persons trained in IGAs and agricultural technologies.

/j Assuming it applies to 100% of OP growers and 20% of non-OP growers

/k Actually approved.